INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 11 juillet 2022**

* Les marchés actions européens ont clôturé en baisse. Le CAC 40 a cédé 0,61% à 5 996,30 points tandis que l'Euro Stoxx 50 a abandonné 1,01% à 3 471,03 points. Aux Etats-Unis aussi l'heure est à la prudence. Vers 17h30, le Dow Jones perd 0,4% et le Nasdaq, près de 2%.
* L'aversion pour le risque continue de dominer et les raisons de s'inquiéter ne manquent pas.
* L'inflation alimentée par une flambée des prix de l'énergie est devenue la priorité numéro des banques centrales. A cet égard, la Fed et la BCE devraient annoncer de nouvelles hausses de leurs taux directeurs d'ici la fin du mois.
* Si les économistes reconnaissent que les institutions n'ont guère d'autre choix, ils redoutent que ce durcissement généralisé des politiques monétaires ne précipite le monde en récession.
* D'autant que les experts qui comptaient sur la reprise chinoise pourraient revoir leurs arguments. En raison de la résurgence de la pandémie, les autorités chinoises viennent d'instaurer de nouvelles restrictions sanitaires dans certaines villes et annoncé, pour la première fois depuis deux ans, la fermeture des casinos à Macao.
* Dans ce contexte incertain, les résultats d'entreprises sont attendus avec intérêt. Leur capacité à répercuter l'inflation sur les prix de vente sera scrutée avec attention au même titre que l'impact du ralentissement de la conjoncture sur leurs activités. Aux Etats-Unis, JPMorgan Chase et Morgan Stanley débuteront la saison des résultats jeudi.
* Signe de la défiance ambiante, les rendements des obligations souveraines des Etats jugés les plus sûrs, sont en berne. Le taux du Bon du Trésor américain à 10 ans, qui évolue en sens inverse de son prix, perd plus de 11 points à 2,987%. Sur le marché des changes, l'euro poursuit son déclin, se rapprochant ainsi de la parité parfaite face au dollar.
* Les indicateurs composites avancés (ICA) de l'OCDE, conçus pour anticiper les points de retournement de l'activité économique par rapport à sa tendance au cours des six à neuf prochains mois, continuent d'indiquer un infléchissement du rythme de croissance dans la plupart des grandes économies et dans l'OCDE dans son ensemble.

Parmi les grandes économies de l'OCDE, l'ICA pour les États-Unis signale maintenant un infléchissement du rythme de croissance, marquant un changement par rapport à l'évaluation de croissance stable faite le mois dernier.

Les incertitudes actuelles liées à la guerre en Ukraine et à la Covid-19 entraînent des fluctuations plus importantes que d'habitude de l'ICA et de ses composantes. Par conséquent, les indicateurs composites avancés doivent être interprétés avec prudence et leur ampleur doit être considérée comme une indication de la force du signal plutôt que comme une mesure de la croissance de l'activité économique.

Les ICA, qui dépendent de facteurs tels que les carnets de commande, les permis de construire, les indicateurs de confiance, les taux d'intérêt à long terme, les immatriculations de voitures neuves et bien d'autres.

* Le nombre de particuliers ayant réalisé au moins un achat ou une vente sur des actions s’est élevé à 931 000 au deuxième trimestre 2022, a indiqué l'Autorité des marchés financiers. Il est proche des hauts niveaux observés au deuxième trimestre 2021 et au quatrième trimestre 2019, qui avait été marqué par l’introduction en bourse de la Française des Jeux. Sur ce total, les acheteurs d’actions ont été 599.000, un niveau se situant dans la moyenne haute des précédents trimestres.

Dans un contexte de nouvelle baisse des marchés d'actions, le nombre de vendeurs a été supérieur au nombre d'acheteurs, atteignant 639.000, un niveau record depuis que ces données sont collectées. Le solde entre acheteurs et vendeurs est donc négatif, mais dans des proportions modérées.

Le nombre de transactions effectuées par des particuliers sur des actions est stable par rapport au premier trimestre, à 10,82 millions.

* Le prix du pétrole reste orienté à la baisse. Les craintes de récession couplées aux incertitudes de l'évolution de la pandémie de Covid-19 en Chine alimentent l'instabilité des cours observée sur les marchés. La ville de Shanghai (70 millions d'habitants) qui se se prépare à une campagne de dépistage massive après la découverte d'un cas de contamination par le sous-variant BA.5 d'Omicron, pourrait ainsi prendre de nouvelles mesures de confinement pour lutter contre une nouvelle flambée de contaminations.

En revanche, une diminution de l'offre russe sur le marché mondial pourrait contribuer à faire remonter les prix, note le broker UBS, la croissance de l'offre restant par ailleurs inférieure à celle de la demande.

Le baril de Brent perdait ainsi en début d'après-midi 1,90% à 105,11 dollars, tandis que celui de WTI chutait de 1,50% à 102,79 dollars.

* L'euro connaît un nouvel accès de faiblesse et perd désormais 1,05% à 1,0085 dollar en fin d'après-midi. Les marchés financiers sont de nouveau pénalisés par les craintes de récession alors que la Chine a imposé de nouvelles restrictions dans plusieurs villes en raison de la découverte de cas de contamination par le sous-variant, BA.5 d'Omicron. Déjà affaiblies économiquement par la crise énergétique, l'Europe et sa principale économie l'Allemagne, n’ont pas besoin que l’un de leur principal partenaire commercial connaisse une rechute.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs considérées comme refuges se distinguent (+1,36% pour EsssilorLuxottica) tandis que les cycliques trébuchent (-5,1% pour Renault).
* STMicroelectronics (ST) dont le titre a légèrement superformé l'indice Cac 40 (-0,26 % à 30,75 euros ) et GlobalFoundries (GF), l'un des plus importants fondeurs mondiaux, ont signé un protocole d'accord portant sur la création d'une nouvelle unité de fabrication de semi-conducteurs en 300 mm. Cette entité exploitée conjointement par les deux sociétés sera adjacente à l'usine de fabrication 300 mm existante dont dispose le groupe franco-italien à Crolles, près de Grenoble. " Elle représente plus de 5,7 milliards d’euros d’investissement et entrainera la création de plus de 1 000 emplois », a révélé l’Elysée.

Cette nouvelle unité devrait atteindre sa pleine capacité d'ici 2026 pour produire jusqu'à 620 000 plaques 300 mm par an, dont 42% seront réservés pour le groupe franco-italien et le solde pour GlobalFoundries.

ST et GF s'engagent à construire une capacité de production pour servir leurs clients en Europe et dans le monde entier. Cette nouvelle unité produira une large gamme de technologies, dont les technologies basées sur le FD-SOI (Fully Depleted-Silicon-On-Insulator - silicium sur isolant totalement déplété), et de nombreuses variantes.

Cela inclut la technologie de pointe FDX de GF, ainsi que la gamme complète de technologies sur la feuille de route de ST jusqu'au nœud 18 nm, pour lesquelles la demande devrait rester forte dans le secteur automobile, l'IoT et les communications mobiles au cours des prochaines décennies.

ST et GF recevront un soutien financier important de la part de l'État français pour cette nouvelle unité de production. Elle contribuera de façon significative aux objectifs du plan européen " Chips Act ", dont l'un des buts est de porter la capacité de production de l'Europe à 20 % de la capacité mondiale d'ici 2030.

* JPMorgan a relevé sa recommandation sur EDF (+ 0,94 % à 9,65 euros) de Sous-pondérer à Surpondérer et revu à la hausse son objectif de cours de 7,6 à 12 euros. Le broker ne voit pas de signaux annonçant la fin de hausse des prix de l'électricité. Cette flambée pose problème au gouvernement français car, dans le cadre de la réglementation actuelle, elle conduirait à une augmentation des tarifs de 50% à 60% en janvier prochain, observe le bureau d'études.

La nécessité de "re-réglementer" est plus urgente que jamais, et le gouvernement a annoncé qu'il allait nationaliser EDF.

Le courtier pense que cela pourrait se faire par une offre publique de retrait plutôt que par une loi adoptée par le Parlement. Cela signifie que les minoritaires pourraient s'attendre à une prime pour aider à accélérer le processus.

L'analyste estime que, malgré les difficultés actuelles, une action EDF re-réglementée devrait valoir 14 et 20 euros. Une offre se situant entre les deux pourrait satisfaire les deux parties, estime JPMorgan.

* Ericsson, Thales, et Qualcomm Technologies prévoient d’amener la 5G au-delà de la surface de la terre, à travers un réseau de satellites en orbite autour de la terre. Le résultat pourrait concrètement signifier qu'un futur smartphone 5G pourra utiliser la connectivité 5G n'importe où sur terre et fournir une couverture mondiale complète pour les services de données à large bande, y compris dans des zones qui sont normalement uniquement couvertes par les systèmes de téléphonie par satellite historiques, aux capacités de connectivité limitées.

Les avantages de la connectivité 5G via des satellites en orbite terrestre basse devraient inclure la couverture dans des zones géographiques extrêmes ou des lieux reculés à travers les mers, les océans et d'autres endroits où la couverture terrestre est absente.

Le réseau satellitaire pourrait également servir de solution de secours aux réseaux terrestres en cas de pannes ou de catastrophes majeures.

* Le groupe suisse de magasins hors-taxes Dufry (+ 4,94 % à 3,29 dollars) a annoncé lundi le rachat du spécialiste italien de la restauration dans les aéroports et sur les autoroutes Autogrill pour créer un nouvel acteur mondial du commerce de détail dans le secteur du voyage. L'entité combinée s'adressera à 2,3 milliards de passagers dans plus de 75 pays dans quelque 5 500 points de vente répartis sur environ 1 200 aéroports et autres sites. Elle représentera un chiffre d'affaires de 13,6 milliards de francs suisses (2019 pro-forma) et un Ebitda de 1,4 milliard de francs suisses (2019 pro-forma, pré-IFRS 16).

Actionnaire majoritaire d'Autogrill par l'intermédiaire de sa holding Edizione, la famille Benetton transférera l'intégralité de sa participation de 50,3% à Dufry en échange de 0,158 action Dufry par titre Autogrill apporté. Edizione deviendra le principal actionnaire de Dufry avec une participation comprise entre 20% et 25% du capital.

* L’action Twitter flanche de 9,22% à 33,79 dollars, Elon Musk ayant renoncé à son offre de rachat. En avril dernier, le fondateur de Tesla avait fait une offre de rachat de 44 milliards de dollars avant de finir par changer d’avis. Non seulement, il a éprouvé à trouver des financements sans trop s’exposer lui-même et il a été confronté à la poursuite de la chute des valeurs technologiques. Ces dernières semaines, son angle d’attaque consistait à mettre en cause Twitter pour son incapacité à évaluer la proportion de faux comptes, de spams et de comptes robots.

Elon Musk résilie l'accord de fusion car il estime que le réseau social contrevient de façon importante à plusieurs dispositions de cet accord et semble avoir fait des déclarations fausses et trompeuses.

" Le conseil d'administration de Twitter s'engage à conclure la transaction au prix et aux conditions convenus avec M. Musk et prévoit d'engager une action en justice pour faire respecter l'accord de fusion ", a répliqué le président du réseau social. Il n'est pas prêt à se contenter du milliard de dollars prévu dans les accords entre Twitter et Elon Musk, si ce dernier ne conclut pas la transaction.

Twitter aurait fait appel au célèbre cabinet d'avocats, Wachtell, Lipton, Rosen & Katz, pour faire valoir ses droits, affirme la presse américaine.

La plupart des experts juridiques interrogés par le New York Times estiment que la loi est fortement en faveur de Twitter, en supposant que rien d'explosif ne soit révélé au cours du procès. Mais le bouillonnant entrepreneur, réputé pour faire fi des conventions, pourrait décider de ne pas accepter la décision de justice, souligne le média américain.

**ANALYSES**

* La lutte contre l'inflation est la priorité malgré le ralentissement de la croissance dans l'Union européenne, ont déclaré lundi les ministres des Finances de la zone euro, alors que la Commission européenne (CE) devrait publier dans la semaine des prévisions économiques dégradées.

Les prochaines prévisions de l'exécutif communautaire attendues jeudi devraient montrer un ralentissement de la croissance et une hausse de l'inflation, a déclaré le vice-président de la Commission, Valdis Dombrovskis.

"On peut s'attendre à des révisions à la baisse, encore plus pour l'année prochaine", a-t-il indiqué en soulignant que la croissance restait solide.

Le commissaire européen aux Affaires économiques Paolo Gentiloni a prévenu que les risques pour l'économie augmentaient alors que la Russie pourrait couper ses livraisons de gaz à l'Europe.

Il a ajouté que Bruxelles pourrait adopter un certain nombre de mesures pour réduire la pression inflationniste liée aux importations de gaz, notamment des plafonds sur les prix, bien qu'aucune décision n'ait encore été prise à ce sujet.

En mai, la Commission a abaissé ses prévisions de croissance à 2,7% en 2022 et à 2,3% pour l'année prochaine tandis que son estimation d'inflation a été relevé à 6,1%.

Malgré la baisse attendue du produit intérieur brut (PIB) des 19 pays ayant adopté la monnaie unique, les ministres se concentrent sur la lutte contre l'inflation.

L'inflation est une préoccupation majeure et devrait rester à des niveaux élevés en 2023, a déclaré la ministre néerlandaise des Finances, Sigrid Kaag.

**L’AGENDA DU 12 juillet 2022**

**11h00 en Allemagne**

Indice ZEW du sentiment des investisseurs allemands sur les perspectives économiques en juillet